



## **La nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant : plan d'application**

### **Rapport du Secrétariat**

1. En mai 2010, l'Assemblée de la Santé a adopté la résolution WHA63.23 sur la nutrition chez le nourrisson et le jeune enfant, dans laquelle, notamment, elle invitait instamment les États Membres à accroître la volonté politique pour prévenir et réduire la malnutrition sous toutes ses formes, à hâter la mise en œuvre de la Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et à appliquer à plus grande échelle les interventions. L'Assemblée de la Santé a également prié le Directeur général de fournir aux États Membres un appui pour élargir leurs interventions nutritionnelles et d'élaborer un plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez le nourrisson et le jeune enfant qui soit une composante essentielle d'un cadre multisectoriel mondial en matière de nutrition.

2. À sa cent vingt-huitième session, en janvier 2011, le Conseil exécutif a pris note d'une version antérieure du présent rapport et formulé des propositions sur la façon de modifier le plan d'application exhaustif avant des consultations avec les pays et des consultations régionales, en vue de la Soixante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé.<sup>1</sup> Les propositions visaient à modifier l'intitulé du plan pour qu'il englobe aussi la nutrition de la mère et à lutter plus clairement contre la double charge de la sous-alimentation et de l'excès pondéral.

3. Le présent rapport illustre le déroulement des travaux préparatoires en vue du plan d'application et contient l'ébauche d'un projet de plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant.

### **DÉROULEMENT DES TRAVAUX PRÉPARATOIRES**

4. Quatre documents de fond ont été rédigés pour faciliter la préparation du projet de plan :<sup>2</sup>

a) Le premier document présente une analyse de la situation concernant les politiques et programmes nutritionnels, établie sur la base des réponses reçues de 116 pays concernant l'analyse des résultats d'enquêtes par questionnaire sur la politique nutritionnelle nationale effectuées en 2009 et 2010. Les données ont également été extraites des bases de données de l'OMS sur la nutrition. Le document vise à recenser tant les insuffisances que les bonnes

---

<sup>1</sup> Voir le document EB128/2011/REC/2, procès-verbal de la dixième séance.

<sup>2</sup> Disponible à l'adresse : <http://www.who.int/nutrition/EB128>.

pratiques concernant la conception et l'application des politiques et programmes nutritionnels. L'analyse révèle que si la plupart des États Membres se sont dotés de politiques et de programmes nutritionnels, ces instruments n'ont pas toujours été adoptés de façon officielle, ne couvrent pas l'ensemble des problèmes de nutrition et n'articulent pas de plans opérationnels ni de programmes de travail. Parmi les 36 pays confrontés à la charge de sous-alimentation la plus importante, rares sont ceux qui appliquent intégralement la série complète d'interventions contre l'insuffisance pondérale de l'enfant et la sous-alimentation maternelle, ou qui assurent la continuité des soins.

b) Le deuxième document de fond passe en revue les mesures efficaces prises en matière de nutrition, en récapitulant ce que l'on sait des interventions sanitaires susceptibles d'améliorer l'état nutritionnel des femmes et des jeunes enfants, et en présentant différentes options pour la fourniture de ces interventions et des exemples de bonnes pratiques d'application au niveau des pays. Il fournira les raisons de la prise en compte de ces interventions dans le projet de plan. Ces mesures comprennent des interventions sanitaires ayant un effet sur la nutrition (comme un changement comportemental dans les communautés et les établissements de santé, la fourniture d'une supplémentation en micronutriments aux enfants, aux adolescents et aux femmes, un appui nutritionnel ciblé ainsi qu'un appui nutritionnel en situation d'urgence); et des interventions extrasanitaires ayant un effet sur la nutrition (une amélioration de l'agriculture, un accroissement de la production vivrière, la protection sociale, la fourniture d'informations et des mesures dans les secteurs du commerce, de l'éducation et du travail). Le document donne les raisons profondes de l'inclusion de ces interventions dans le projet de plan.

c) Le troisième document présente un modèle pour la préparation de plans de pays visant à élargir les activités nutritionnelles. Il fournit des indications sur la façon d'effectuer la description du contexte, de fixer des buts en matière de nutrition, de choisir parmi les différentes options politiques et programmatiques, d'associer des différents partenaires, d'évaluer les besoins financiers et en ressources humaines, et d'établir des structures de gouvernance. Les politiques existantes en matière d'alimentation et de nutrition doivent être révisées pour inclure des mesures directement appliquées par le secteur de la santé, ainsi qu'un dispositif garantissant que la nutrition occupe une place centrale dans les autres préoccupations sectorielles et la politique globale de développement. La collaboration entre les partenaires aux niveaux national et international sera déterminante pour une mise en œuvre concluante du plan d'application exhaustif. Le rôle des responsables de l'État dans la préparation des plans nationaux doit être reconnu, mais il faut aussi encourager la participation des organisations du système des Nations Unies, des donateurs, de la société civile et du secteur privé.

d) Le quatrième document présente un cadre pour le suivi de la mise en œuvre des politiques et des programmes, des résultats et de l'utilisation des ressources. Il énumère les politiques, les indicateurs de processus et de résultats, fournit des définitions et établit des procédures de collecte des données. Les indicateurs ont été choisis pour tenir compte d'autres initiatives intersectorielles présentant des déterminants communs et fournir des marqueurs des résultats nutritionnels, de la sécurité sanitaire des aliments, de l'application des programmes nutritionnels et de l'environnement politique. Le but du document est de faciliter la sélection d'indicateurs de suivi fondamentaux à prendre en compte dans le plan d'application exhaustif.

5. Les quatre documents ont été soumis aux États Membres pour consultation sur Internet. D'autres discussions auront lieu au niveau régional et chaque fois que possible au niveau national. Il est proposé que les consultations nationales et régionales fassent appel à un large éventail de parties prenantes, dont des représentants des différents secteurs gouvernementaux (par exemple santé, agriculture, protection sociale, éducation, commerce, finance, environnement et industrie), des organisations du système des

---

Nations Unies, des banques de développement, des donateurs, de la société civile et du secteur privé. Le but des consultations nationales sera de recueillir des informations en retour sur les documents de fond et sur le projet de plan d'application exhaustif, et d'examiner les éléments à inclure dans les plans de pays. Le but des consultations régionales sera de faire la synthèse des contributions de pays et des différents points de vue dans le plan d'application exhaustif, et d'examiner l'engagement des partenaires du développement en faveur de la mise en œuvre des mesures proposées. Dans une première étape, et compte tenu de la charge élevée de la malnutrition, des consultations régionales ont été organisées dans la Région africaine et dans celle de l'Asie du Sud-Est.

## **ÉBAUCHE DU PLAN D'APPLICATION EXHAUSTIF CONCERNANT LA NUTRITION CHEZ LA MÈRE, LE NOURRISSON ET LE JEUNE ENFANT**

6. Le plan d'application exhaustif comprendra une série de mesures à mettre en œuvre par les États Membres, le Secrétariat et les partenaires du développement attachés à soutenir l'amélioration de la nutrition dans le monde. Une ébauche plus détaillée est également disponible.<sup>1</sup>

7. La première partie du plan d'application exhaustif indiquera la portée des questions nutritionnelles que les gouvernements et les partenaires du développement auront à traiter. La deuxième partie décrira l'état de la mise en œuvre des politiques et programmes visant à réduire le double fardeau de la malnutrition. La troisième partie comprendra les objectifs, les buts et un calendrier.

8. La deuxième partie du plan d'application exhaustif illustrera la mise en œuvre des mesures prises par les États Membres, le Secrétariat et les partenaires internationaux dans cinq domaines faisant appel à de multiples secteurs. Les cinq mesures suivantes sont envisagées :

- créer un environnement propice pour la mise en œuvre de politiques alimentaires et nutritionnelles complètes ;
- faire figurer toutes les interventions sanitaires prioritaires ayant un effet sur la nutrition dans les plans sanitaires et nutritionnels nationaux ;
- favoriser la mise en œuvre d'interventions autres que sanitaires ayant un effet sur la nutrition ;
- fournir des ressources humaines et financières suffisantes pour la mise en œuvre d'interventions sanitaires ayant un effet sur la nutrition ;
- suivre et évaluer la mise en œuvre des politiques et des programmes.

## **LIEN AVEC LES CADRES POLITIQUES EXISTANTS**

9. La Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, approuvée par l'Assemblée de la Santé en 2002 (résolution WHA55.25), préconise des politiques nationales complètes rédigées après une évaluation approfondie des besoins et visant à favoriser des environnements susceptibles de protéger, de promouvoir et de soutenir des pratiques appropriées en matière d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. La Stratégie mondiale pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé, adoptée en 2004 (résolution WHA57.17), reconnaît qu'une perspective

---

<sup>1</sup> Disponible à l'adresse : <http://www.who.int/nutrition/EB128>.

sur la durée de la vie est indispensable pour couvrir tous les aspects de la nutrition. Le Plan d'action pour la Stratégie mondiale de lutte contre les maladies non transmissibles, approuvé en 2008 (résolution WHA61.14), comprend la promotion de l'allaitement maternel et de l'alimentation de complément parmi les interventions essentielles pour réduire les facteurs de risque communs de maladies non transmissibles susceptibles d'être modifiés.

10. Plusieurs stratégies régionales ont mis en lumière la nécessité de prendre en charge le double fardeau de la malnutrition. La Stratégie nutritionnelle régionale africaine révisée 2005-2015 de l'Union africaine invitait à une meilleure prise de conscience par les dirigeants africains de la contribution essentielle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à la mise en œuvre des stratégies de développement socio-économique du continent et à celle des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Plan d'action européen de l'OMS pour l'alimentation et la nutrition, adopté en 2007 par le Comité régional de l'Europe,<sup>1</sup> a mis en lumière la nutrition de la mère et de l'enfant comme étant un domaine d'intervention prioritaire. En 2010, le Conseil directeur de l'OPS a, dans la résolution CD50.R11, approuvé la stratégie et le plan d'action visant à réduire la malnutrition chronique. En 2010, le Comité régional de la Méditerranée orientale a, dans la résolution EM/RC57/R.4, approuvé la stratégie régionale en matière de nutrition 2010-2019. Au Trente-Neuvième Forum des îles du Pacifique (Alofi, Nioué, 19-20 août 2008), les dirigeants des îles du Pacifique ont engagé leur gouvernement à prendre des mesures immédiates pour traiter les questions relatives à la sécurité alimentaire au niveau national, et si possible au niveau régional, à travers une gamme de mesures prises dans les secteurs clés tels que l'agriculture, la pêche, le commerce et les transports et, en avril 2010, les ministres de la santé, de l'agriculture et du commerce de 22 pays et zones du Pacifique ont adopté un cadre d'action pour la sécurité alimentaire dans le Pacifique.

11. En 2009 et 2010, les représentants de gouvernements, d'organisations intergouvernementales et de banques de développement, d'organismes donateurs, de la société civile et de la communauté scientifique en consultation avec le secteur privé ont établi un cadre d'action pour lutter contre la sous-alimentation,<sup>2</sup> dans le but d'accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le cadre définit deux moyens complémentaires pour lutter contre la sous-alimentation : a) des interventions nutritionnelles directes qui ont pour principal objectif d'améliorer la nutrition et devraient être accessibles à toutes les personnes et toutes les familles, en particulier pendant la grossesse, pendant les deux premières années de la vie et lors de maladies ou problèmes de santé ; et b) une approche multisectorielle visant à inscrire la promotion d'une nutrition adéquate comme but des politiques nationales de développement en matière d'agriculture, d'approvisionnement alimentaire, de protection sociale, ainsi que dans les programmes de santé et d'éducation. En 2010 a été publiée une feuille de route<sup>3</sup> envisageant trois à cinq ans d'efforts intensifs reposant sur l'engagement soutenu d'un large éventail de partenaires aux niveaux local, national, régional et international. La feuille de route envisage des démarches entreprises par plusieurs intervenants aux niveaux local et national pour aider le personnel des programmes, les organisations et la société dans son ensemble à élargir de manière efficace les activités en matière de nutrition. Le plan d'application exhaustif apportera une contribution importante au mouvement mondial visant à renforcer la nutrition.

---

<sup>1</sup> Résolution EUR/RC57/R4 et *WHO European action plan for food and nutrition policy 2007-2012*. Copenhague, Bureau régional OMS de l'Europe, 2008.

<sup>2</sup> Scaling up nutrition: a framework for action: [http://www.unscn.org/files/Announcements/Scaling\\_Up\\_Nutrition-A\\_Framework\\_for\\_Action.pdf](http://www.unscn.org/files/Announcements/Scaling_Up_Nutrition-A_Framework_for_Action.pdf).

<sup>3</sup> A road map for scaling-up nutrition: first edition, September 2010. <http://un-foodsecurity.org/sites/default/files/SUNRoadMap.pdf>.

12. Un lien important entre sécurité alimentaire et nutrition a été établi par l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, créée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. En 2010, cet organe a actualisé son cadre d'action complet, en soulignant la nécessité de prendre en considération la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'insister davantage sur la protection sociale et les filets de sécurité à travers des interventions tendant à améliorer la nutrition et une alimentation diversifiée. En octobre 2010, le Comité de la Sécurité alimentaire mondiale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a entrepris de préparer un cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition avant octobre 2012 ;<sup>1</sup> ce cadre complétera le plan d'application exhaustif, qui s'en inspirera. L'expérience des stratégies et des programmes tendant à lier sécurité alimentaire et nutrition sera également examinée lors de la Conférence internationale sur la nutrition qui doit se tenir en 2012 à l'initiative conjointe de la FAO et de l'OMS. En septembre 2010, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a lancé la Stratégie mondiale pour la santé de la femme et de l'enfant qui souligne notamment la nécessité de garantir un allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois de la vie, de prévenir et de traiter la malnutrition et d'améliorer d'une manière générale la nutrition de la mère et de l'enfant. Les interventions et les politiques en matière nutritionnelle peuvent être la source d'avantages additionnels pour d'autres initiatives sanitaires intersectorielles, telles que celles auxquelles ont souscrit les auteurs de la Déclaration de Libreville sur la santé et l'environnement (2008) ou les plans d'action nationaux sur les déterminants sociaux de la santé. Le plan d'application exhaustif vise à la cohérence d'ensemble avec les autres cadres multisectoriels d'intervention et d'évaluation.

### **MESURES À PRENDRE PAR L'ASSEMBLÉE DE LA SANTÉ**

13. L'Assemblée de la Santé est invitée à prendre note du rapport et à se prononcer sur l'ébauche de plan d'application exhaustif concernant la nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant.

= = =

---

<sup>1</sup> Document CFS 2010/2.